

Comité de lecture:

Nicolas BARDOS-FELTORONYI

Michel CAPRON

Claude CASTIAU

Daniel CORNEROTTE

Florence DEGAVRE

Catherine LAVIOLETTE

Danielle RUQUOY

Publié avec le soutien du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la
Formation de la Communauté française de Belgique

Par la présente collection, " **CAHIERS de la FOPES - Questions de politique économique et sociale** ", la FOPES (Faculté Ouverte de Politique Économique et Sociale) tient à mettre à la disposition des publics intéressés, des synthèses de mémoires de licence, récemment défendus à la FOPES. Cette collection comprend d'une part des mémoires liés aux problématiques plus spécifiques à la société belge et d'autre part des mémoires liés à des thèmes concernant les sociétés africaines. Dans la perspective de la FOPES, ces mémoires visent à élaborer des outils pour l'action - en mettant en lumière aussi bien les contraintes limitant l'action que les ressources mises à la disposition des acteurs - ou à servir d'instrument de formation pour les acteurs de changement social dans le domaine analysé. C'est ce type d'approche du mémoire qui constitue une des spécificités de la formation d'adultes à la FOPES.

Les études retenues concernent des thèmes relevant aussi bien des domaines de la politique économique et sociale proprement dite que, par exemple, de la sociologie politique, de l'enseignement ou de l'économie de l'entreprise.

Un Comité de Lecture sélectionne parmi les mémoires retenus ceux qui lui paraissent susceptibles d'être publiés sous forme d'une synthèse d'une vingtaine de pages. Via ce processus, nous estimons pouvoir publier quelques trois à six synthèses chaque année, qui pourront intéresser des publics spécifiques, qu'il s'agisse de professionnels du secteur, d'étudiants ou de chercheurs universitaires. Quant aux opinions et analyses exprimées dans ces synthèses, elles n'engagent que leurs auteurs.

Pour toute information relative à ces Synthèses de Mémoires, veuillez vous adresser au Service Matériau Pédagogique (SMP) de la FOPES, Rue de la Lanterne Magique, 32 - 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE. - Tél.: 010 / 47.39.10 . Fax : 010 / 47.81.59. – e-mail : capron@opes.ucl.ac.be

Michel CAPRON
SMP – FOPES

Table des matières

• Une offre de formation pour adultes	3
• Une récurrence dans les attitudes : le « vide de sens »	5
• Des structures sociales déterminantes... ..	7
• ... Et des actions humaines orientées	11
• Déterminismes sociaux et liberté humaine	13
• Un modèle d'intelligibilité.....	15
• Disqualification et désinsertion : un processus identique	17
• L'identité : une transaction avant tout.....	29
• Des comportements variables : pourquoi ?	31
• Les hypothèses de travail.....	35
• Et pour le modèle : quelle architecture ?	37
• In situ.....	39
• Perspectives pratiques	41
• Bibliographie	43

LE VIDE DE SENS EN FORMATION D'ADULTES : VERS UN DIAGNOSTIC IDENTITAIRE

Walter LARSIMONT

mémoire défendu en juin 1999

sous la direction du Professeur

Pierre de SAINT-GEORGES.

On considère généralement que la motivation est le premier élément chronologique de la conduite. A l'origine de la motivation, on ne trouve pas seulement une cause particulière mais tout un ensemble indissociable de facteurs conscients et inconscients, physiologiques, intellectuels, affectifs, sociaux qui sont en interaction réciproque. Plus simplement, la motivation apparaît comme une prédisposition mentale, mobilisatrice de ressources individuelles ou collectives, qui pousse les individus à l'action. A contrario, l'absence ou le tarissement de motivation aurait pour conséquence l'inaction ou la réorientation des ressources. Au sein de l'institution de formation d'adultes qui servira de cadre à cette recherche, on accorde une attention extrême au niveau de la motivation à l'entrée en formation en raison de son caractère souvent instable et fluctuant, voire parfois totalement inexistant. Cette "carence" que l'on a pu observer chez un nombre significatif d'adultes pose la question du sens que peut revêtir, pour eux, l'entrée dans un processus de formation. Poser la question du sens incite à évoquer celle de son contraire : l'absence de sens, autrement dit " *le vide de sens* ".

Un concept aussi flou que celui de " *vide de sens* " en formation d'adultes sur lequel sera centrée cette réflexion en serait lui-même complètement dépourvu si n'étaient pas précisés, avant d'aller plus loin, des contours conceptuels plus affinés et les conditions de sa production objective.

UNE OFFRE DE FORMATION POUR ADULTES

La FUNOC (Formation-Université Ouverte-Charleroi) est une association de formation d'adultes de la région carolorégienne. Consciente qu'une partie importante de la population sortait du système scolaire marquée par les échecs à répétition et sans, par conséquent, y avoir acquis une réelle formation de base, la FUNOC développe, depuis 1977, un ensemble de formations à destination de personnes peu qualifiées et peu scolarisées. Celles-ci, ouvertes à un public très large, à savoir les demandeurs d'emploi, les ménagères, les travailleurs, les pensionnés et les prépensionnés, ambitionnent de satisfaire un certain nombre de besoins peu ou mal rencontrés par les autres opérateurs de formation d'adultes. Trois axes fondamentaux y sont développés : la formation générale, la formation professionnelle et la qualification sociale.

La formation générale vise l'amélioration du niveau général de base des stagiaires et passe par une meilleure maîtrise des langages fondamentaux (français, langage informatique de base, mathématique et langage socio-économique). Le deuxième axe promeut l'acquisition de compétences techniques, de savoirs et de savoir-faire dans le but d'améliorer leurs chances d'insertion sur le marché du travail. L'axe de la qualification sociale poursuit quant à lui un objectif d'acquisition de compétences permettant à ceux qui les maîtrisent d'agir et de participer à la vie sociale de manière critique, active et responsable.

Les portes de la FUNOC sont ouvertes à toutes personnes peu qualifiées et peu scolarisées mais, en raison de l'évolution socio-économique actuelle, on constate que le public d'aujourd'hui se compose en grande majorité de chômeurs et de minimexés.

UNE RECURRENCE DANS LES ATTITUDES : LE " VIDE DE SENS "

En 1995, une étude menée au sein de l'établissement décèle trois types d'attitudes présentes chez les stagiaires entrant en formation (Blampain 1995 : 35).

La première de ces attitudes est observée chez les stagiaires en alphabétisation ou en CEB¹, généralement dépourvus de tout diplôme. Elle se caractérise par un sentiment d'infériorité et un repli sur soi par rapport à d'autres plus instruits. Leur incapacité à maîtriser les mots leur pose de graves problèmes relationnels dans une société culturellement fondée sur l'écrit. Pour remédier à cette situation, ils définissent un projet passant par des objectifs prioritaires. L'apprentissage de la lecture et de l'écriture prévaut sur un projet professionnel qui, pour certains, est mis entre parenthèses. Cette tendance peut toutefois, dans certains cas, être relativisée par des facteurs comme l'âge ou les contraintes financières qui pèsent également sur les priorités.

La deuxième, qui se rapporte à l'objectif de formation professionnelle, se rencontre chez ceux qui savent déjà lire et écrire et qui s'investissent dans la réalisation d'un projet professionnel grâce à l'acquisition de connaissances plus spécifiques. Elle rassemble des individus généralement très motivés et volontaires qui mobilisent leurs ressources pour parvenir à finaliser leur projet.

La troisième et dernière attitude est celle qui nous intéresse. Elle est, presque toujours, observée au départ, à l'entrée en formation et semble être la manifestation au plan social de dispositions intériorisées procédant d'une vision de l'existence sans lendemain, sans aucun projet professionnel, d'un univers où l'on préfère éviter de penser au futur. Caractérisés par le désespoir et la conviction que leur appartenance au groupe des exclus est une tare définitive et irréversible, les individus concernés ont souvent perdu tout espoir quant à leurs chances réelles de réinsertion et fonctionnent sur une logique de l' " à quoi bon ? ". Ils sont totalement dépourvus de motivation et sont en général envoyés par des tiers (assistants sociaux, copains, parents etc...) Ils ont, en outre, accumulé les échecs, se sont totalement identifiés à

¹ Cette orientation amène à un niveau de connaissances générales correspondant à la fin des études primaires. Ceux qui le souhaitent peuvent alors passer l'examen du Certificat d'Etudes de Base(CEB).

leur statut de chômeur ou de minimexé, rencontrent généralement de graves problèmes relationnels, se sentent seuls et sont, plus que d'autres, sensibles au fait qu'un formateur ait un comportement sympathique et s'intéresse à leurs problèmes particuliers (Blampain 1997 : 122). Cette attitude dont nous venons de décrire les principales caractéristiques objectives est conceptualisée au sein de l'institution FUNOC sous le nom de "*vide de sens*". Contrairement aux deux premières attitudes qui sont prolongées par un projet mobilisateur, celle-ci n'est porteuse d'aucun objectif concret.

Bien sûr, il n'y a pas de type pur, idéal et l'attitude générale de chacun est toujours une combinaison des trois attitudes décrites. La dernière se retrouve toutefois à des degrés différents chez pratiquement tous les stagiaires. Beaucoup d'entre eux qui ne sont pas particulièrement caractérisés par l'attitude de "*vide de sens*" déclarent venir en formation en partie pour rompre la solitude et l'ennui et combler le vide de leur existence.

Prévenir cette logique du désespoir apparaît donc comme un objectif majeur pour l'institution. Pour y parvenir, le message est dépourvu d'ambiguïté et la relation formation/emploi est considérablement relativisée auprès des stagiaires afin d'éviter les désillusions et les espoirs vains. L'effort de réinsertion bute de manière chronique sur le nombre d'emplois disponibles et cette limite est clairement explicitée aux participants. L'institution insiste également sur la notion de parcours nécessairement long pour la plupart d'entre eux. Il s'agit donc de les rendre combatifs mais en même temps conscients des limites existantes et des contraintes objectives.

Au delà de cet aspect qui consiste à relativiser le poids de la formation dans la conquête d'un emploi, il importe également de poser un regard qui, en amont de l'entrée en formation, s'interrogerait sur les conditions d'apparition, sur la genèse d'une telle attitude. Combattre le "*vide de sens*" implique la compréhension des mécanismes socio-familiaux ou culturels qui peuvent concourir à sa production. Et puis d'abord, sur quoi porte réellement le "*vide de sens*" ? Sur le projet professionnel exclusivement, c'est à dire dans le champ économique, ou investirait-il également les champs du social et du symbolique ?

DES STRUCTURES SOCIALES DETERMINANTES...

On peut tenter d'expliquer des comportements ou des actions par des éléments antérieurs ou préexistant à l'individu. Les contraintes sociales qui pèsent sur les gens les enferment dans un carcan rigide qui les pousse à agir dans un sens ou dans l'autre à un point tel qu'il devient difficile de savoir ce qui conditionne le choix d'un comportement particulier et si ce choix est réellement l'expression d'une liberté.

" Quand je m'acquitte de ma tâche de frère, d'époux, de citoyen, quand j'exécute les engagements que j'ai contractés, je remplis des devoirs qui sont définis, en dehors de moi et de mes actes, dans le droit et dans les mœurs. Alors même qu'ils sont en accord avec mes sentiments propres et que j'en sens intérieurement la réalité, celle-ci ne se laisse pas d'être objective; car ce n'est pas moi qui les ai faits, mais je les ai reçus par l'éducation...Voilà donc des remarquables propriétés qu'elles existent en dehors des consciences individuelles...Non seulement ces types de conduite ou de pensée sont extérieurs à l'individu mais ils sont dotés d'une puissance impérative et coercitive en vertu de laquelle ils s'imposent à lui, qu'il le veuille ou non. " (Durkeim, 1973 : 3-4)

Dans cette optique, la société représente un tout supérieur à la simple somme des individus qui la constituent et les propriétés structurelles sont des qualités des systèmes sociaux que l'on doit définir à partir de l'influence contraignante qu'elles exercent sur les individus. C'est une sociologie de la cohésion sociale qui s'appuie sur une conception pyramidale et hiérarchique où les structures instituées représentent les garde-fous protégeant la société des forces centrifuges (désintégration de la cohésion sociale) en garantissant les forces centripètes (qui elles, assurent l'intégration). Cette cohésion sociale élève et transcende l'individu et garantit contre l'anomie et le chaos. L'approche déterministe privilégie une méthode qui cherche à objectiver les composantes de phénomènes sociaux. La quantification et la mathématisation y occupent généralement une grande place. Elle ambitionne la prévisibilité des systèmes sociaux. On dit en effet d'un système social qu'il est

soumis au déterminisme si, connaissant son état en t , on est capable de prévoir son état à des moments ultérieurs, $t+1...$ etc. L'état futur du système est contenu dans son état présent.

Cette tendance, déterministe, s'est manifestée au travers d'autres approches plus particulières comme le fonctionnalisme.

La perspective fonctionnaliste considère la société comme une unité ou une machine composée de nombreux rouages s'articulant les uns aux autres comme un système intégré qui ne vise rien d'autre que son propre fonctionnement. Ici, ce ne sont plus les conditionnements sociaux qui déterminent le déroulement de l'action mais, à l'inverse, la finalité de l'action qui amène le déroulement de celle-ci. Cette approche implique que toute chose ou toute action répond nécessairement à un besoin. Robert K. Merton développe ce paradigme à partir de trois postulats : dans la société tout possède un sens ou une fonction (postulat du fonctionnalisme universel), ce sens ou cette fonction doivent dépasser le niveau du système local dans lequel ils s'inscrivent pour être rapportés à un système plus vaste qui l'environne (postulat de l'unité fonctionnelle de la société) et enfin, chaque élément est indispensable au fonctionnement de l'ensemble du système plus général (postulat de nécessité) (Merton : 1965 : 72-86). On retrouve dans ce paradigme la problématique causale qui sous-tendait l'approche déterministe, mais ici une causalité finale, comprise au sens où un phénomène social contribue au fonctionnement général ou répond à un besoin, remplace une causalité efficiente où un phénomène en provoque un autre. Le déterminisme apparaît en filigrane dans la perspective fonctionnaliste, dès l'instant où les individus ou groupes d'individus sont vus comme de simples rouages d'un système aux finalités duquel ils obéissent et où l'importance accordée aux intentions des acteurs sociaux et à la signification qu'ils mettent dans leurs actions apparaît comme secondaire. L'approche déterministe et le fonctionnalisme véhiculent une vision des individus comme disparaissant sous le poids de structures organisationnelles ou comme de simples reflets de celles-ci.

Appliquées au cas qui nous occupe, ces approches sous-entendent l'existence de déterminismes sociaux producteurs d'exclusion (et surtout d'auto-exclusion) qui fonctionneraient de manière implacable. Il existerait alors une causalité quasi linéaire entre des conditions sociales objectives particulières et l'apparition au sein de certaines catégories de personnes défavorisées d'attitudes de fatalisme, de résignation et de renoncement. L'origine sociale, le milieu familial, le contexte économique, le lieu de vie seraient, à eux seuls, explicatifs de ce type de comportement et, bien entendu, les mêmes causes produiraient inexorablement les mêmes effets.

...ET DES ACTIONS HUMAINES ORIENTEES

Un second paradigme sociologique octroie quant à lui une place beaucoup plus grande à la subjectivité de l'acteur social. Si, dans la première approche, le fait social est considéré comme extérieur à l'individu, il s'agit ici de comprendre le sens que chaque acteur donne à son action. Le paradigme actionniste se propose d'analyser l'action des individus sur les faits de manière telle que, si les institutions peuvent se présenter comme de puissants déterminants de l'action sociale, elles peuvent aussi être envisagées comme le produit d'actions ou d'interactions humaines, le résultat de choix significativement orientés par des individus. Le concept d'action est central dans cette perspective. Le fait social y est présenté comme le résultat des multiples rencontres, croisements ou interférences des comportements humains, d'où la notion dérivée d'interactionnisme.

Weber (1971 : 22-23) distingue quatre types d'action :

- Une action dite traditionnelle, qui se rapporte à une conduite purement machinale de type : "*On a toujours fait ainsi*", "*c'est l'habitude*".
- Une action émotionnelle, s'expliquant par l'état affectif ou l'humeur d'un individu et qui se manifeste par des réactions de type instinctif, affectif ou passionnel. Les sentiments y sont le moteur de l'action. Si on la rapporte à des phénomènes sociaux, elle quitte le point de vue psychologique pour intégrer une perspective sociologique. L'émotion, en effet, ne se manifeste pas de la même manière dans tous les milieux sociaux. Certains exercent sur elle un contrôle plus grand que d'autres, elle est donc socialement orientée.
- L'action rationnelle par rapport à une valeur nécessite, pour être comprise, que l'on fasse référence à une valeur (philosophique, religieuse, politique) qui en sous-tend la portée. Dans l'ignorance de cette valeur, un comportement peut paraître irrationnel et incohérent dans le chef d'un individu qui semble agir à l'encontre de ses intérêts. Le cas des bonzes s'immolant par le feu, des commandos-suicides porteurs de charges explosives ou des hooligans détruisant sans autre but apparent que le plaisir de briser, illustre (à l'extrême) certaines convictions inconditionnelles qui se

rapportent à des valeurs puissamment intégrées. Ces comportements paraissent moins aberrants si l'on peut connaître les valeurs de référence qui les sous-tendent.

- Enfin, l'action rationnelle par rapport à un objectif ou une finalité illustre le cas de figure dans lequel l'individu définit ses objectifs, évalue les obstacles susceptibles de se dresser devant lui et inventorie les moyens qui lui semblent les plus appropriés pour parvenir au but.

Bien entendu, ces quatre types d'action ne se présentent jamais à l'état pur et ne sont nullement exclusifs les uns des autres. L'individu agit parfois par tradition, d'autres fois en réaction à des sentiments particuliers (colère, passion, honte, révolte), parfois en référence à un objectif poursuivi, parfois encore mû par des valeurs qui lui sont propres ou qu'il partage avec d'autres. De plus, à tout moment, des éléments d'irrationalité peuvent apparaître dans les comportements. C'est le cas notamment lorsqu'une situation imprévue pousse à " *perdre les pédales* " et à improviser de nouveaux moyens ou objectifs.

Des auteurs comme Crozier (1977) et Touraine (1973), en France, s'inscrivent dans cette tradition actionniste ou interactionniste. Pour le premier, ce sont les individus qui parviennent à faire vivre les systèmes sociaux. Ils les modifient au besoin et surmontent les difficultés imposées par les contraintes organisationnelles, quel que soit leur degré de formalisation, à travers des opportunités interstitielles que les systèmes les plus élaborés ne peuvent totalement occulter (Crozier et Friedberg : 1977). Ces " *espaces de liberté* " sont les champs d'action à l'intérieur desquels l'acteur développe ses capacités stratégiques.

Pour le second, il est indispensable d'adopter une démarche compréhensive qui rend compte des faits sociaux en restituant le sens visé par les acteurs dans leurs pratiques. Les hommes font leur propre histoire à la faveur de l'évolution des mouvements sociaux. Le poids des structures n'est pas ignoré dans cette perspective, mais elles sont un produit de l'action humaine et non un moule préexistant qui déterminerait par sa puissance l'avenir des sociétés.

"Les sociétés...se reconnaissent comme le produit de leur propre travail et de leurs rapports sociaux...Ce qui pouvait sembler d'abord un ensemble de données ...est reconnu comme le résultat d'une action sociale, de décisions ou de transactions, d'une domination ou d'un conflit." (Touraine, 1973 : 7)

DETERMINISMES SOCIAUX ET LIBERTE HUMAINE

Les deux perspectives qui viennent d'être (sommairement) présentées ne sont peut-être pas aussi contradictoires qu'il y paraît. D'un côté, les croyances religieuses, les rites, les traditions, les devoirs moraux, les obligations légales ne naissent ni ne disparaissent avec les hommes qui s'y conforment. Ces faits peuvent donc être considérés comme objectivement extérieurs à eux-mêmes et déterminants. D'un autre côté, l'homme s'approprie et intériorise les idéaux, les comportements et les règles de vie. Il lui arrive même de les accommoder, de les modifier ou d'en créer d'autres. La perspective déterministe peut rejoindre le point de vue actionniste à la faveur de cette évidence, à l'intersection entre le poids des contraintes sociales et la capacité des individus d'agir sur elles, et cela même si elles sont omniprésentes dans la quasi totalité de nos choix.

La typologie de l'action sociale mise au point par Weber se trouve elle-même sous-tendue par le déterminisme ne fût-ce que parce qu'elle souligne le poids de la tradition et celui des valeurs qui, en certaines circonstances, peuvent obliger l'acteur social à agir à l'encontre de ses intérêts. Mais si le déterminisme n'est jamais totalement absent de l'action sociale, on ne peut néanmoins le confondre ou l'amalgamer avec l'actionnisme en raison de la spécificité de cette seconde approche.

"S'il apparaît en effet que d'un côté, la société façonne l'homme, de l'autre, c'est l'homme qui façonne la société, en sorte que chaque mode d'approche insiste sur les deux faces d'une même réalité. " (De Coster, 1987 : 88)

Ce qui nous ramène à l'idée fondamentale d'accorder une attention décisive à l'ensemble des facteurs contraignants de l'action (ses déterminismes structurels), sans toutefois occulter la place tout aussi décisive que prennent les actions humaines, intentionnelles et significativement orientées. Toute analyse des phénomènes sociaux comprend obligatoirement un moment herméneutique pour tenter d'interpréter l'action sociale en tant que produite par des acteurs au sens plein de ce terme.

UN MODELE D'INTELLIGIBILITE

Si on se laisse persuader que la notion de liberté est inséparable du comportement social de tout individu, on se doit de l'appliquer également à ceux qui paraissent, plus que d'autres, subir le poids écrasant de structures sociales qui les oppriment et qui vivent leur appartenance au groupe des exclus comme une tare définitive et irréversible. Même si leur marge de manoeuvre semble plus réduite que celle de tout autre acteur social, on ne peut totalement leur dénier la capacité d'agir dans des "*opportunités interstitielles*" (Crozier et Friedberg, op.cit.)

La typologie de l'action de Weber, appliquée à l'attitude de "*vide de sens*" peut nous inspirer un certain nombre de réflexions. Il paraît peu crédible d'inférer un quelconque lien entre la tradition et le désespoir qui caractérise cette attitude. Cette réflexion vaut également, mais dans une moindre mesure, pour l'action rationnelle par rapport à un système de valeurs. En effet, certains stéréotypes culturellement transmissibles comme par exemple le pouvoir du grand capital sur le modeste travailleur peuvent induire un sentiment de résignation et d'impuissance (cigare et haut de forme pour l'un, tête baissée et casquette à la main pour l'autre). Il a été démontré empiriquement que les tenants de l'attitude de "*vide de sens*" n'avaient pas de projet (professionnel ou autre) ce qui nous permet d'écarter également l'action rationnelle par rapport à un objectif. La dimension qui semble dominer ici est clairement du domaine de l'affect : le désespoir, la peur de l'échec, la solitude, la culpabilisation et le sentiment de vide existentiel induisent des comportements d'isolement, de non implication et de passivité sociale. L'état affectif semble presque à lui seul investir la capacité d'action, que ce soit en termes d'inhibition ou de stimulation. Pour comprendre la logique du "*vide de sens*", il faut introduire une dimension psychologique qui permette d'établir un rapport entre les sentiments ressentis par des individus marqués par le déclassement, l'échec, le manque de confiance en soi et les comportements sociaux qu'ils adoptent. L'intériorisation d'une identité dévalorisée qui semble caractériser les stagiaires en "*vide de sens*" induit des sentiments tels que la honte, l'humiliation et la révolte. Or, les sentiments apparaissent comme des médiateurs de l'action. L'humiliation par exemple peut

provoquer révolte, frustration et colère et débloquer des capacités d'action. On peut raisonnablement rassembler ce type d'action sous l'appellation Wéberienne d'action émotionnelle qui se manifeste bien par des réactions inspirées par l'instinct, l'affect ou la passion. Rapportée à des phénomènes sociaux, l'action émotionnelle quitte le point de vue psychologique pour entrer dans la perspective sociologique. Il devient dès lors parfaitement légitime de s'intéresser aux comportements d'ordre affectif puisqu'il est vrai que l'émotion est socialement déterminée. La place de l'affectivité en tant que base à partir de laquelle s'édifient les relations inter-humaines et tous les liens qui unissent le sujet à son milieu me semble fondamentale pour tenter d'interpréter l'attitude de "*vide de sens*" et les comportements sociaux qui en découlent

Il faut bien sûr, pour continuer à réfléchir dans cette perspective, postuler que des aspects de la psychologie des individus peuvent influencer la vie des groupes et qu'en retour, la vie des groupes influence partiellement la psychologie des individus. Dans le cas du "*vide de sens*", toute interprétation compréhensive doit donc s'interroger sur des conditions sociales de production d'identités fragilisées responsables de comportements inadaptés, facteurs majeurs contribuant à l'émergence d'un processus de désinsertion sociale pour une frange significative de la population d'adultes en formation.

"Le social peut ainsi toujours s'analyser et se reconstruire aussi bien à partir de l'analyse "objective" des formes d'organisation collective et de leur genèse qu'à partir de l'analyse "subjective" des contenus de représentation mentale individuelles et de leur émergence, la correspondance entre les deux approches étant fondée sur le parallélisme psychosociologique postulant la réciprocité entre les représentations mentales, intériorisation des structures sociales, et les coopérations sociales, extériorisation des structures mentales." (Dubar, 1996 : 18)

DISQUALIFICATION ET DESINSERTION : UN PROCESSUS IDENTIQUE

La désinsertion sociale, selon le modèle que nous en proposons de Gaulejac et Léonetti (1994), s'articule autour des trois dimensions de l'intégration sociale : une dimension économique qui autorise l'insertion et la participation sociale à travers les activités productives et la consommation des biens (travail et ressources) ; une dimension sociale, qui comprend d'un côté l'intégration au sein de groupes primaires et de l'autre l'intégration dans la société globale par le biais des liens sociaux institutionnels ; une troisième enfin, symbolique, qui se définit par les normes et valeurs communes et les représentations collectives définissant les places sociales.

L'exclusion du système de production entraîne une première conséquence, d'ordre économique, pour ceux qui en sont frappés. Il s'agit moins d'une pauvreté absolue que l'on exprimerait en termes de survie biologique liée à des besoins fondamentaux insatisfaits que d'une pauvreté qu'il convient mieux de qualifier de relative. La pauvreté relative conduit à la notion d'écart par rapport à la norme, c'est-à-dire, une consommation moindre ou différente susceptible d'altérer l'image sociale. Les besoins sont, avant tout, dans des sociétés où la capacité à consommer est productrice d'images, de signes de reconnaissance (d'identification) et de différenciation, l'expression d'un désir de sens social. L'écart par rapport à la norme est donc perçu et vécu comme une situation anormale résultant d'une incapacité personnelle et, dans cette optique, la notion de pauvreté s'applique à des individus qui ne peuvent satisfaire aux standards normatifs de consommation.

Au plan social, l'exclusion affecte tout particulièrement les liens sociaux. Ces liens se manifestent sous deux formes principales : d'un côté, des liens sociaux horizontaux, issus d'une solidarité mécanique qui opère sur le principe de la similitude et de la proximité et relie entre eux des membres de groupes primaires (familles, collègues, amis). L'appartenance d'un individu à des réseaux de sociabilité primaires remplit des fonctions essentielles : échanges de services et d'informations mais aussi d'images identificatoires servant à se situer par rapport au groupe et à la société et à identifier sa place et son rôle dans cette même société. La diminution des relations sociales corrélative de la non appartenance au monde productif

(collègues, copains de travail et de café, syndicats, réseaux interprofessionnels etc...) marque son impact par un affaiblissement des échanges et un tarissement des modèles d'identification. L'absence du monde du travail et l'affaiblissement corrélatif du tissu relationnel rendent plus difficile au chômeur le réaménagement de son identité et la redéfinition de sa place.

De l'autre côté, on trouve des liens sociaux verticaux, une solidarité organique qui trouve son origine dans la différenciation croissante des sociétés industrielles, la division du travail et la complémentarité (Durkheim, 1932). Ils ont pour fonction de rattacher entre eux des individus étrangers les uns aux autres, n'ayant aucun intérêt commun pouvant être réglé individuellement, par une solidarité organique qui relie chacun à l'intérêt collectif. La solidarité verticale est à la base de ce contrat social implicite entre l'individu et la collectivité. Les instances socialisatrices (école, état, justice...) ont pour fonction la production de normes et valeurs institutionnelles qui doivent assurer une cohésion sociale préservant la société de *l'éclatement et du désordre*. Dans les sociétés industrielles est mis en place un système de redistribution correcteur des éventuels phénomènes de dérive sociale. La notion de contrat contient en elle-même l'idée de réciprocité et d'utilité sociale. Si l'un des partenaires ne remplit pas sa part du contrat, le lien se fragilise. Dans le chef des sans-emploi, suspectés par le monde des travailleurs, non seulement de profiter du système sans contrepartie contributive mais aussi de le pervertir par le travail au noir et les fausses déclarations, le lien social se délite. L'intérêt collectif est perdu de vue.

Plus symboliquement, un système de normes oriente toutes les conduites en leur conférant une valeur sociale. Aujourd'hui, l'importance et le sens accordé au travail impose un mode de vie conforme à cette valeur fondamentale. Les individus sont évalués positivement ou négativement en fonction de leur conformité à des normes dominantes.

"La participation de l'individu aux idéaux et aux modèles culturels du groupe, valorisés et admis comme étant les meilleurs, contribue ainsi fortement à l'édification de son identité." (de Gaulejac, Léonetti, 1994 : 61)

Il est, en effet, impossible de concevoir des identités affranchies d'un certain modelage culturel. Il découle de cette situation un modèle "*d'idéal du moi social*", façonné autour de la valeur travail, qui se définit par des normes correspondantes

desquelles il convient de ne pas s'écarter sous peine de stigmatisation, de rejet et de dévalorisation.

Les représentations collectives sont directement issues du système de normes. Elles figurent l'ensemble des traits sociaux partagés par la majorité, affectés de valeurs positives ou négatives. Les représentations collectives sont des images qui collent à l'esprit et, lorsque l'on évoque le chômage ou le minimex, elles deviennent lourdement chargées de sens. Les individus qu'on affuble de ces images dévalorisantes peuvent les refuser, les contester ou les négocier, mais jamais les éluder.

Cet ensemble de représentations, de normes et de valeurs, individuelles et collectives a pour fonction de situer les individus dans des rapports sociaux et de légitimer cette place. Dans le cas des exclus du marché de l'emploi, il confère une identité sociale invalidante. Le sans-emploi ne participe plus à la production sociale, son utilité est niée. L'exclusion n'est plus seulement économique et sociale, elle est aussi symbolique. La stigmatisation sociale renvoie à l'image de soi d'un citoyen dépourvu d'utilité sociale, privé de dignité, de raison d'être et de valeur.

Pour Paugam (1991), la disqualification sociale est le discrédit de ceux dont on peut dire qu'ils ne participent pas pleinement à la vie économique et sociale. Si les dimensions économiques et sociales sont également présentes dans la notion de disqualification, c'est surtout la dimension symbolique que l'auteur met en évidence. Pour lui, la fréquentation des travailleurs sociaux et, dans une plus large mesure, le recours aux mécanismes de redistribution d'allocations sociales comme le chômage ou le minimex et les contrôles qui l'accompagnent renvoie à une logique de la désignation, de l'étiquetage qui humilie l'individu et provoque en lui une crise identitaire profonde.

"La fréquentation régulière des services d'action sociale est, en effet, la manifestation authentique de la dépendance et, par là même, de l'infériorité sociale." (Paugam, 1991 : 25)

Il distingue trois phases différentes, en évolution, dans le processus de disqualification sociale. Tout d'abord, la fragilité correspond à l'épreuve du déclassement social (détérioration par rapport à la situation antérieure) ou à des difficultés d'insertion professionnelle, phénomène qui frappe aujourd'hui massivement les jeunes sortant de l'école avec un bagage scolaire jugé insuffisant par les

employeurs. Les gens qui font l'expérience de cette situation résistent dans un premier temps au déclassement, ils ne veulent pas être considérés comme des assistés et multiplient les démarches pour s'en sortir.

Après un temps de découragement plus ou moins long, selon les cas, s'installe une véritable dépendance vis-à-vis des travailleurs sociaux qui entraîne progressivement résignation et désespoir. Il ne reste plus alors qu'à "*entrer dans la peau du personnage* " et accepter toutes les contraintes de ce nouveau statut d'assisté (apprentissage de rôles conformes aux attentes des travailleurs sociaux, soumission, séduction, adhésion apparente, rationalisation de l'aide permettant une revalorisation de l'identité...).

Enfin, certains basculent dans une troisième et dernière étape, celle de la rupture du lien social qui se manifeste par une fuite de la réalité, la quête d'un réconfort par l'alcool ou la drogue, le renoncement à l'aide sociale, la marginalisation, l'errance spatiale et parfois, l'adoption d'une contre-culture marginale qui permet de retourner symboliquement le stigmatisme dont on a été affublé.

Bergier (1992), de son côté, décrit quatre étapes qui jalonnent le parcours de désinsertion, depuis la rupture initiale jusqu'à l'errance ultime qui pousse les individus à rejoindre des groupes organisés d'exclus. On peut les résumer de la manière suivante :

La première étape est celle de la rupture, c'est-à-dire le moment où se produit un événement (perte d'emploi, décès d'un être cher, séparation, divorce, maladie etc...) qui déstabilise un individu qui ne parvient pas à l'assumer, à le gérer, affectivement ou matériellement. Cette étape est le théâtre d'une instabilité psychologique qui provoque un changement d'attitude. Versatilité, colère, calme, abattement se succèdent érodant progressivement l'image de soi.

Le deuxième moment est celui de l'enchaînement des ruptures. Le mouvement s'accélère, l'individu perd la maîtrise de ses conditions d'existence. Il est désorienté par le premier choc et devient vulnérable à d'autres ruptures, quand il ne les provoque pas lui-même. Il semble en dysharmonie avec son milieu de vie et sort de ses repères habituels pour s'en approprier de nouveaux.

En troisième lieu vient le décrochage et le recours à un moyen institutionnel pour survivre (centre d'accueil, resto du coeur...). Ce recours conduit à la stigmatisation par la personne de sa nouvelle condition, au repérage social et à la désignation ce qui implique un étiquetage (labelling) dévalorisant. Cette atteinte portée à la représentation de soi qui permettait de faire face aux conflits, aux échecs

et aux agressions hypothèque les chances de participation ultérieure à la vie sociale. Ce bouleversement identitaire précipite dans la quatrième phase, qui est celle de la déchéance et de l'entrée dans un groupe organisé d'exclus, porteur de nouvelles valeurs qui tendent à restaurer un contrôle (ou une illusion de contrôle) sur la production d'une identité, non plus stigmatisée par les autres mais ré-appropriée et revendiquée comme telle.

Le processus décrit par Bergier présente des analogies avec celui de Paugam en termes de parcours. Partant d'une situation de rupture initiale, on aboutit à une situation marginale et à une décomposition quasi complète du lien social en passant par une instrumentalisation de l'aide. Mais là où Paugam confère aux acteurs une marge d'autonomie à l'intérieur de laquelle ils peuvent jouer et notamment négocier leur nouveau statut (Paugam, op.cit. : 49), Bergier postule la totale passivité de l'individu, son processus semble irrésistible, il fait peser sur les personnes une détermination sociale implacable qui, au départ d'une situation de rupture, d'un événement déclencheur, les précipite d'étape en étape vers une désinsertion grave et apparemment inéluctable. Cette approche fournit, bien sûr, une grille explicative des enchaînements successifs qui conduisent quelqu'un de manière quasi linéaire vers la déchéance profonde, mais elle ne fait que proposer des repères dans un processus à l'intérieur duquel la passivité du sujet impliqué est présumée. Pertinente dans la description objective de situations réelles, elle en occulte néanmoins l'aspect dynamique. Tout s'y passe comme si le choc initial était suffisant pour déstabiliser n'importe quel individu.

Doit-on, dès lors, partir de l'idée que tous les individus présentant un profil social qui s'articule largement sur l'échec de la scolarité, l'inactivité et la relégation dans des lieux de vie dévalorisés et dévalorisants sont voués à une désinsertion progressive et inexorable ? Ces conditions de vie sont-elles constitutives d'un substrat favorable à la production systématique d'identités blessées annonciatrices de vulnérabilité relationnelle, de décrochages multiples et de désinsertion sociale ? Tous les gens qui ont eu un passé scolaire difficile sont-ils des désinsérés en puissance ?

Bien sûr, il semble évident que tous ces facteurs contribuent à fragiliser les identités de ceux dont ils sont le lot quotidien. Les difficultés que rencontrent les "*marginiaux*" dans leur existence au quotidien sont souvent une conséquence directe ou indirecte d'un passé familial tourmenté, de handicaps transmis de génération en génération et d'une identité dévalorisée. Mais au-delà d'un déterminisme structurel

puissant, n'existe-t-il aucune possibilité de réaction individuelle ? Certains individus, issus du même contexte, parviennent à agir sur leur devenir, d'autres pas. Alors où réside la différence entre les uns et les autres ? Il doit y avoir pour les plus affectés d'autres facteurs qui viennent renforcer le désavantage initial. Une maladie, un événement socio-affectif (décès, rupture), le chômage de longue durée, etc...peuvent déstabiliser quelqu'un qui présente dès l'abord une faille personnelle et ne possède pas les capacités de surmonter les épreuves de l'existence, qu'elles soient économiques, professionnelles ou affectives. La réponse pourrait être cherchée dans les histoires personnelles, dans les trajectoires individuelles et dans les méandres de la construction identitaire.

"...tous les individus ont des vulnérabilités affectives prêtes à s'ouvrir, à être réactivées à l'occasion d'une crise. Ces crises individuelles intéressent le sociologue lorsque des facteurs sociaux jouent un rôle important dans le déclenchement du processus ou dans son renforcement" (de Gaulejac et Léonetti 1994: 140).

Ces auteurs font état, en raison d'antécédents socio-affectifs familiaux sources d'une identité plus ou moins résistante, d'une certaine capacité de résistance à l'adversité. Ils décrivent trois phases psychologiques distinctes qui contestent l'inéluctabilité du modèle de Bergier et relativisent le passage (ou non) de la fragilité à la dépendance, thèse de Paugam.

La résistance s'oppose à la fragilité et caractérise le moment où les individus tentent de résister à leur déclassement social en mobilisant l'ensemble de leurs ressources affectives, sociales et culturelles. Le degré de cette résistance n'est pas aléatoire. Il est fonction d'un capital socio-affectif plus ou moins solide qui génère une identité forte et une image relativement positive de soi. Les individus ainsi dotés parviennent à tenir en extériorité les problèmes concrets qui n'émoussent par l'idée positive qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils puisent dans ce capital affectif une capacité à se ressourcer dans une image valorisante d'eux-mêmes. Les événements ne sont pas vécus sur un mode d'exclusion, mais comme des accidents de parcours auxquels on peut remédier. L'origine sociale et culturelle détermine cette capacité plus ou moins grande à maîtriser le processus de désinsertion. A l'inverse, ceux que leurs conditions objectives d'existence n'ont pas pourvu d'un capital socio-affectif performant, offrent moins de résistance aux événements. Ils ont connu de

nombreuses ruptures et des remises en causes identitaires permanentes. De plus, ceux qui, parmi eux, sont originaires de couches sociales modestes ne disposent pas d'une vision comparative qui leur permette d'évaluer une quelconque déchéance, ayant toujours plus ou moins connu des conditions difficiles et précaires. L'impact d'un nouveau déclassement ne les éloigne pas trop de leurs conditions d'origine.

"Certaines trajectoires sont avant tout marquées par la continuité inter- et intra-générationnelle, d'autres sont marquées par des ruptures de toute nature impliquant des remises en cause d'identités antérieurement acquises ou construites" (Dubar 1991 : 120).

Ceux qui, en raison du déficit socio-affectif décrit dans le paragraphe précédent et de l'identité négative qui lui est corrélative, n'ont pas pu se dégager de la situation d'exclusion subissent un inconfort psychologique important mais se montrent impuissants à agir sur les conditions de leur souffrance (ce qui renforce par ailleurs l'image négative qu'ils ont d'eux-mêmes). L'unique solution consiste alors à s'adapter psychologiquement aux nouvelles conditions d'existence en opérant un retrait progressif du groupe social d'appartenance et en développant un mode de vie semblable à ceux qui constituent le nouveau groupe. Toutefois, l'individu ainsi en "*mutation*" refuse de s'identifier à ceux qui évoluent dans ce nouveau contexte. Il se pense différent.

La phase d'installation est celle où de dégringolade en dégringolade, l'individu en désinsertion commence à intérioriser l'image négative de lui-même, apprend à vivre avec une image ainsi dévalorisée, produit de nouvelles normes qui l'amènent à s'adapter à des groupes d'exclus et à une sous-culture antinomique et marginale. C'est la phase de la résignation et de la passivité.

Ces trois phases de désinsertion suivent la même progression que dans le processus de disqualification, de l'impact d'un premier déclassement, événement ou rupture vers une désinsertion profonde. Toutefois, de Gaulejac et Léonetti introduisent une capacité de lutter et de résister au processus qui repose essentiellement sur la mobilisation de ressorts psychologiques permettant de médier les sentiments ressentis par des actes. Les individus ne se soumettent pas immédiatement et passivement à ce qui leur arrive et au regard que les autres portent sur eux.

Cette combinaison de la dimension sociale que peut prendre l'exclusion avec la dimension psychologique permet d'ébaucher une première grille d'analyse (p. 25), une lecture descriptive susceptible de nous fournir un premier outil d'évaluation des parcours de désinsertion. Cette grille présente sur l'ordonnée les étapes sociales conduisant à la déchéance et sur l'abscisse les phases mentales que peuvent traverser les individus durant le processus. La diagonale qui va de l'insertion à la déchéance illustre pour chaque étape les croisements entre les situations sociales et les phases psychologiques.

Une remise en cause "*structurelle*" permanente de l'identité implique une exigence de reconnaissance sociale et une quête d'autrui significatives positivantes. Si celles-ci sont rares et que le regard de l'autre reste globalement négatif, l'individu peut se retrancher dans le retrait social et l'évitement, mais le déficit originel et l'absence de reconnaissance de soi par l'autre impliquent une souffrance psychologique importante, une dissonance difficilement supportable. On ne construit pas l'identité des autres malgré eux et pourtant on ne peut se passer totalement des autres pour se (re) forger la sienne.

Les individus ne vont donc pas se soumettre passivement à la stigmatisation par autrui d'une identité dévalorisée, même si leur niveau d'estime d'eux-mêmes est affaibli par l'héritage identitaire. L'assignation d'une identité négative produit un décalage entre l'idée que le sujet a de lui-même et ce qu'il perçoit dans le regard de l'autre, les sentiments éprouvés pouvant aller de la honte à la révolte en passant par l'humiliation.

Or, comme nous l'avons vu avec la typologie de Weber, les sentiments peuvent être les médiateurs à travers lesquels les individus éprouvent les phénomènes sociaux, ils induisent les comportements et constituent ainsi le moteur de l'action.

TABLEAU 1 : parcours de désinsertion (source de Gaulejac et Léonetti, 1993, p.123)

INSERTION

DESINSERTION

Première étape : la situation de rupture	<u>Résistance</u> réseau relat. agressivité mob. capital social/cultur ./affectif compens. neutralis.	<u>Adaptation</u> si difficultés à résister : coupure relationnel- le, isolement social	<u>Installation</u> dépression, fatalisme									
Deuxième étape : l'enchaînement des ruptures				<u>Résistance</u> appel aux institutions, accès aux soins	<u>Adaptation</u> dépendance ou rejet des institutions	<u>Installation</u> début d'intérioris. image négative						
Troisième étape : le décrochage la rupture spatiale							<u>Résistance</u> grande mobilité spatiale, appel aux institutions	<u>Adaptation</u> apprendre à vivre avec une image dévalorisée de soi	<u>Installation</u> prod.nouv. normes, chgt.d'ident. , isolement			
Quatrième étape : la déchéance										<u>Résistance</u> appentiss. code des exclus	<u>Adaptation</u> rationalisat. de la situation	<u>Installation</u> partic. sous- culture, adaptation à un groupe d'exclus

DECHEANCE

Ainsi, par exemple le sentiment d'humiliation est produit par une situation subie par un individu qui se sent alors l'objet impuissant d'un rapport de force inégal sans être pour autant responsable de sa situation. L'humiliation est souvent associée à la colère et à la haine; elle libère une énergie qui, dans certains cas, peut être mobilisée pour agir sur la situation d'humiliation. La honte, à l'inverse, libère souvent une agressivité tournée vers soi et provoque des blocages qui inhibent l'action. La révolte exprime une contestation vis-à-vis d'une situation perçue comme injuste. Elle peut viser le contexte social dans lequel on évolue et déboucher sur l'action individuelle ou collective, soit à travers un désir de revanche ou d'identification au dominant, soit dans le mouvement social .

de Gaulejac et Léonetti identifient trois moyens de supprimer ou de réduire la souffrance psychologique provoquée par l'invalidation et la dépersonnalisation et leurs corollaires, les décalages identitaires. Ces moyens impliquent la mise en oeuvre de stratégies, conscientes ou non.

Le terme de stratégie peut surprendre dans le chef d'individus en apparence socialement prédéterminés et voués à une inexorable reproduction sociale. Il peut s'apparenter à ce que Goffman appelle les petites stratégies que les acteurs sociaux, apparemment les plus démunis, tels les handicapés physiques ou les gens menant une existence recluse dans des hôpitaux ou des prisons mettent laborieusement en oeuvre à la faveur des rapports de connivence ou de marchandage qu'ils nouent avec ceux qui ont pour mission de les encadrer (Goffman 1968 et 1975). L'instrumentalisation et le concept d'apprentissage des rôles sociaux font, tous deux, allusion à l'une parmi d'autres de ces stratégies. Le concept de stratégie pose la question des marges de liberté possibles, des choix dont disposent des acteurs dont le capital social et les ressources éducatives, culturelles et relationnelles sont faibles. Il convient de comprendre cette notion au sens le plus large sans porter de jugements de valeur quant aux objectifs, aux moyens mis en oeuvre et aux résultats obtenus.

La première de ces stratégies, dite de contournement (contestation de l'image négative) permet de relativiser le système de valeur stigmatisant et organise une résistance contre l'intériorisation négative. Si le sujet éprouve des difficultés à agir sur la situation qui le stigmatise, il peut en revanche chercher à invalider le regard de l'autre, responsable de cette stigmatisation, à lui dénier toute légitimité et se référer à

des systèmes de valeurs différents à l'intérieur desquels son identité ne subirait plus la dévalorisation qui l'opprime. Dans ce cas, la prise de distance avec le système invalidant permet de résister à l'intériorisation de l'image négative. Se référer à une autre autorité ne supprime pas la situation défavorable, mais agit sur les sentiments et transforme la honte que l'on éprouverait si l'on acceptait l'image négative en sentiment d'humiliation.

La deuxième stratégie, de dégagement de la situation (revalorisation de l'identité), vise à trouver une issue à la situation stigmatisante par la sortie de la pauvreté et de l'exclusion, par la réinsertion professionnelle et sociale, par la reconquête d'une dignité de citoyen revalorisante. Pour parvenir à revaloriser son identité, l'individu impliqué peut chercher à agir sur sa situation sociale (par exemple trouver un travail ou s'investir dans une formation qualifiante).

La troisième attitude, de défense (intériorisation de l'image négative), marque les cas où les ressources personnelles sont insuffisantes pour s'extraire de l'exclusion. Celle-ci prend alors un caractère irréversible. L'intériorisation de l'image négative passe par des niveaux et des phases différentes. Si l'intériorisation est faible, l'évitement des situations où l'on serait confronté au regard critique de l'autre, la dénégation, la fuite ou la différenciation qui permet de rejeter sur d'autres la mauvaise image, sont les attitudes les plus courantes. Lorsque l'intériorisation s'accroît, il ne reste plus au sujet qu'à chercher les moyens d'atténuer sa souffrance par la résignation, l'instrumentalisation de son statut ou la surenchère destructrice qui procure l'illusion de récupérer son destin, de ne plus le subir. Dans ce dernier cas, le déni ou la ré-appropriation de sa désinsertion sont les phases psychologiques caractéristiques.

Un tableau synthétique des stratégies met en évidence les indicateurs qui permettront de visualiser la correspondance entre dispositions psychologiques et actes posés.

TABLEAU 2 : Synthèse des stratégies de réponse

(source : de Gaulejac et Léonetti, op.cit. : 187)

	PSYCHOLOGIQUE	SOCIALE
CONTOURNEMENT contestation de l'image négative.	<p>Distanciation : Auto-dérision , prise de distance avec soi-même.</p> <p>Inversion du sens : Positivation de la marginalité.</p> <p>Référence à d'autres systèmes de valeurs :Délégitimisation des valeurs stigmatisantes</p>	<p>Dérision : Sape le système de valeur stigmatisant.</p> <p>Intégr. dans les marges : Difficulté de rester seul dans la marge d'où intégration dans des groupes porteurs de contre-culture.</p> <p>Désimplication : Référence à un système de valeur opposé (culturel, idéologique, ethnique, familial).</p>
DEGAGEMENT revalorisation de l'identité	<p>Agressivité : Réponse à l'humiliation face à un adversaire non-identifié. Ne pas confondre avec la révolte.</p> <p>Désir de revanche : L'humiliation est à l'origine du désir de revanche.</p> <p>Recherche de la reconnaissance Sociale : Contestation des traits négatifs assignés.</p>	<p>Modification temporaire du rapport de forces : Restauration d'une identité collective.</p> <p>Mobilité à l'intérieur du système : Emergence d'une envie de grimper les échelons pour se venger.</p> <p>Mise en cause du système: Contestation légitimité du système stigmatisant.</p>
DEFENSE intériorisation de l'image négative	<p>Evitement : Eviter des situations de confrontation avec image dévalorisante (dissimulation de situation réelle, préservation dignité).</p> <p>Différenciation : Etablissement d'une hiérarchie des exclus.</p> <p>Dénégation : Négation de la situation réelle.</p> <p>Jeu de rôle : Dédoublement pragmatique, mise à distance du rôle " c'est pas moi".</p> <p>Résignation : Acceptation de l'image dévalorisée, indifférence à la honte.</p> <p>Ré-appropriation comme sujet Auto-exclusion délibérée, anticipation de la chute.</p>	<p>Isolement, retrait social : Sentiment de fierté poussant à l'exclusion volontaire ou inconsciente (famille, enfants, amis, institutions).</p> <p>Privation de l'identité collective : Conséquence de la différenciation = privation de l'identité collective d'où sentiment de responsabilité individuelle accentué.</p> <p>Fuite de la réalité : Réalité inventée, alcool, drogue.</p> <p>Instrumentalisation : Objectif obtention aide sociale, conformité à l'identité attribuée.</p> <p>Passivité sociale Sentiment d' impuissance, absence de projets, vie vécue au présent.</p> <p>Surenchère-autodestruction : Mise en place d'un processus autodestructeur.</p>

L'IDENTITE : UNE TRANSACTION AVANT TOUT

De tout ce qui précède, il ressort que le type d'identité dont l'individu se trouve pourvu au moment où survient un événement potentiellement déclencheur d'un processus de désinsertion est déterminant dans la capacité qu'il lui confère de résister au dit processus. Dès lors, il devient indispensable de se pencher sur les mécanismes qui contribuent à l'élaboration de cette identité.

"La désinsertion est un processus dynamique, inscrit dans les décalages et les tensions qui sont à l'oeuvre entre la manière dont l'individu se perçoit dans une situation déterminée et la manière dont il est perçu par les autres dans cette même situation, entre l'identité souhaitée et l'identité prescrite."(de Gaulejac et Léonetti, 1994 : 119-120).

La non-soumission passive au regard des autres a été décrite par Dubar (1991) dans le processus de double transaction, biographique et relationnelle. Chacun est évidemment identifié par autrui mais peut refuser cette définition et se définir autrement. Durant un processus de construction identitaire toujours en cours et jamais définitif, une double transaction a lieu entre les diverses modalités de l'individu. Deux processus y sont à l'oeuvre :

Le premier concerne l'attribution d'une identité par les institutions et les agents directement en interaction avec l'individu. L'attribution de cette identité est toujours fonction d'un système d'action à l'intérieur duquel l'individu se trouve impliqué, système qui définit des catégories légitimes d'identification aboutissant à un étiquetage qui s'impose, pour un temps au moins, aux personnes impliquées. Il en résulte une identité sociale virtuelle (identité pour autrui).

Le second processus concerne l'intériorisation active, l'incorporation de l'identité par les individus eux-mêmes durant leurs trajectoires sociales respectives. Ils se construisent alors une identité sociale réelle (identité pour soi). Cette construction s'appuie également sur des catégories d'identification acceptées comme légitimes par le sujet, catégories à partir desquelles il peut définir son identité-pour-soi.

L'écart pouvant exister entre ces deux processus donne lieu à des stratégies identitaires qui visent à le réduire. En cas de désaccord entre identité pour soi et identité pour autrui, deux formes de stratégies peuvent être mises en place : une transaction externe (appelée aussi transaction objective), tentative d'accommodation de l'identité pour soi à l'identité pour autrui et une transaction interne (appelée aussi transaction subjective) qui vise à assimiler l'identité pour autrui à l'identité pour soi en essayant de préserver une part de la seconde. Il s'agit des mécanismes centraux du processus de socialisation conçu comme producteur d'identités sociales (Dubar, op.cit : 114). La configuration identitaire *hic* et *nunc* est donc bien le...

"... résultat provisoire de la transaction biographique entre d'une part identité héritée et identité visée (le va-et-vient entre l'identité héritée, liée à l'histoire subjective et objective et l'image idéale de soi que l'on vise à développer pour l'avenir) et, d'autre part, de la transaction relationnelle (avec les autres) entre identité pour autrui et identité pour soi" (Fusulier, Maroy 1996 : 121).

Les détenteurs d'une identité forte seraient donc ceux qui, en possession d'une identité pour soi positive, seraient mieux que d'autres en mesure de résister à une stigmatisation par le regard des autres, à une identité pour autrui négative. Cela suppose une transaction biographique réussie qui peut cependant, en fonction de la durée du déclassement et en raison du caractère toujours provisoire de l'identité obtenue, être érodée, fragilisée, remise en cause par la durée de l'épreuve subie. L'identité doit toujours être conçue comme une forme d'équilibre.

TABLEAU 3 : les pôles de la transaction identitaire

PROCESSUS RELATIONNEL	PROCESSUS BIOGRAPHIQUE
ACTES D'ATTRIBUTION " Quel type d'homme ou de femme êtes-vous " = dit-on que vous êtes	ACTES D'APPARTENANCE " Quel type d'homme ou de femme voulez-vous être " = dites-vous que vous êtes
TRANSACTION OBJECTIVE entre - identités attribuées/proposées - identités assumées/incorporées	TRANSACTION SUBJECTIVE entre - identité héritée - identité visée

DES COMPORTEMENTS VARIABLES : POURQUOI ?

La plus grande partie des participants de la FUNOC développent une vision dichotomique de la société fondée sur le "nous", c'est-à-dire les chômeurs et les minimexés et le "eux" représentant le monde des travailleurs. Le sentiment d'exclusion du second groupe est présent chez tous les participants, mais face à cette situation deux attitudes se manifestent : la première est celle de ceux qui voudraient sortir du "nous" pour rejoindre le camp des travailleurs et le statut socialement enviable qui l'accompagne. Ils ne contestent pas véritablement les stéréotypes stigmatisants véhiculés par le monde du travail à l'égard de celui des sans-emploi mais estiment plutôt ne pas "être comme ça" et souffrent d'une assimilation qui les discrédite. La deuxième attitude, celle qui nous intéresse, est justement celle de gens en "vide de sens" qui ont bien intériorisé l'identité d'exclu et le sentiment de honte qui l'accompagne et ne contestent pas d'entrée leur appartenance au monde des "nous", semblant au contraire se résigner à une sorte de destin social inexorable (Blampain op.cit. : 140-144).

L'intégration symbolique des individus dans un système s'exprime d'une part par la reconnaissance sociale qu'ils retirent de l'utilité qu'ils ont à l'intérieur de ce système et d'autre part par l'adhésion aux normes collectives, à un projet social commun, partagé, qui autorise une projection dans le futur. Cette notion d'utilité se trouve à la base du lien social qui définit la citoyenneté. Dans un système fondé sur la production et la consommation de biens, l'utilité se définit exclusivement par la participation aux activités productives.

"Une nouvelle forme de lien social s'édifie alors sur deux piliers : le travail (...) et le sentiment national. L'individu doit pour se réaliser trouver sa juste place dans la société en y exerçant une fonction sociale afin d'assumer sa part du devoir collectif." (Lalive-D'Epinay 1989).

La non-intégration à l'intérieur de cette sphère productrice produit des effets disqualifiants. Bien sûr, des techniques de redistribution des biens collectifs existent mais, inventées au XXème siècle, elles sont fondées sur les notions de réciprocité et d'utilité sociale. L'aggravation de la situation sociale a conduit, ces dernières années,

les pouvoirs publics à étendre ces mesures dans le but de protéger des catégories de populations sorties du régime général assurantiel (personnes âgées, mères de famille, jeunes à la recherche d'un premier emploi, handicapés, mimimexés etc...). Cette exclusion du droit social commun met en évidence leur non-appartenance au système productif et les secours qu'ils perçoivent ne sont plus, dès lors, considérés comme une contrepartie différée de leur contribution. En conséquence, la partie restée productrice de la société considère avec méfiance l'action sociale de l'état-providence. Le regard porté sur ces "*exclus*" devient stigmatisant, invalidant. Il prend la forme d'un rejet de qui ne se limite plus à la seule bulle productrice mais s'étend à la société dans son ensemble, "*intégrée*" par la valeur travail. Le lien symbolique entre les personnes assistées et la société globale se délite. La perte du lien symbolique peut donner lieu à un vide en tant que l'individu dans cette situation ne partage plus avec d'autres des catégories d'identification sociales légitimes et s'en trouve ainsi dépourvu.

Les participants du premier groupe, ceux qui voudraient rejoindre le monde des "eux", s'ils sont privés de la reconnaissance sociale conférée à ceux qui participent à l'activité économique, adhèrent en revanche aux normes collectives et au projet social commun. Leur exclusion est économique mais pas encore symbolique, les valeurs traditionnelles conservant leur sens intégrateur. Ils se sont dotés d'un projet professionnel qui leur permettra de rejoindre le "*bon côté*" de la pyramide sociale et donnent à leur exclusion le caractère provisoire d'un accident de parcours qu'ils s'appliquent à réparer. Dans le cas de ceux qui sont dans l'attitude de désespoir, la non-participation au processus de production contribue, à l'inverse du premier groupe, à produire un vide symbolique qui sépare l'individu de la norme sociale dominante en le stigmatisant. L'impuissance à résister à cette vision négative de soi induit des comportements de peur d'un nouvel échec qui inhibe fortement les nouvelles tentatives, mais aussi une résignation et un isolement social qui poussent à fuir les contacts. En corollaire, le sentiment de solitude devient très important. Au vide professionnel et au vide symbolique vient s'ajouter un vide social.

Doit-on considérer que, compte tenu de la puissance coercitive des déterminismes sociaux qui l'enclenchent, l'attitude de désespoir est irréversible et définitive, voire définitivement figée ? On a constaté en formation que la qualification sociale, qui met notamment en évidence certains mécanismes sociaux inégalitaires, pouvait avoir, chez certains stagiaires, un impact positif sur l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, leur permettant ainsi de dépasser la situation de désespoir et le repli sur soi

qui en caractérise l'aspect relationnel. Certains en viennent même à s'investir dans l'action collective. Ce passage d'une attitude statique faite de renoncement et d'auto-culpabilisation à une action plus volontariste témoigne incontestablement d'une certaine capacité de résistance au processus de désocialisation et d'une aptitude à mobiliser des ressources que l'on croyait inaccessibles, absentes ou perdues.

A contrario, d'autres peuvent aller plus loin dans la logique du "*vide de sens*" et tomber dans un trou noir social fait de drogue, de folie, de suicide, bref dans un véritable processus d'autodestruction. Cet aspect dynamique des trajectoires individuelles interroge sur les origines, sur la nature et sur l'évolution potentielle du comportement de désespoir. S'il apparaît que certains individus en situation de "*vide de sens*" peuvent s'extraire de cette logique du "*looser*", de l'exclu définitif, du "*no future*", alors que d'autres en sont incapables, pouvant même aller plus loin et tomber dans le "*trou noir social*" (Dubet 1987 : 120), c'est que les potentiels de réaction respectifs sont inégaux ou, en tout cas, que les processus de résistance et de mobilisation des ressources n'obéissent pas aux mêmes stimuli. A l'évidence, les mêmes causes ne déterminent pas les mêmes effets chez les uns et chez les autres. Cette constatation suscite deux interrogations majeures.

Tout d'abord, comment expliquer la variabilité des comportements et en particulier la capacité de plus ou moins bonne résistance individuelle en face de contraintes objectives globalement similaires ?

Ensuite, est-il pertinent d'établir des analogies entre l'attitude de désespoir en tant que disposition psychologique de départ et des stratégies de réponse telles que celles présentées par de Gauléjac et Léonetti ? En d'autres mots, si le "*vide de sens*" vécu par les stagiaires de la FUNOC est caractérisé par le désespoir, par l'impossibilité de vivre sa vie autrement que jour après jour, sans vision du lendemain, par l'identification résignée au statut de chômeur ou de minimexé (c'est-à-dire, des statuts socialement dévalorisants au triple plan économique, social et symbolique), ne peut-on alors établir un rapprochement fécond avec les stratégies de défense, caractérisées par l'intériorisation plus ou moins grande de l'image négative qui colle aujourd'hui au statut des sans-emploi ? Des indicateurs comme l'évitement et la résignation, la passivité et le retrait social ne seraient-ils pas potentiellement explicatifs de l'absence de projets, de l'apathie, des problèmes relationnels et de l'auto-dévalorisation ? Puisque le "*vide de sens*" ne semble pas être l'étape ultime de la désinsertion, peut-on l'inscrire dans un processus dynamique tel que celui qui vient d'être développé dans les pages qui précèdent ?

LES HYPOTHESES DE TRAVAIL

Répondre par l'affirmative à cette première question, conduit à une première hypothèse : Oui, nous pensons que le vide de sens est une manifestation symptomatique d'une étape précise à l'intérieur d'un processus évolutif et dynamique de désinsertion sociale en cours.

Devant le fait, patent, que dans des conditions sociales objectives à priori similaires, le "*vide de sens*", s'il est présent à des degrés divers chez tous, ne prend pas la même amplitude chez l'un que chez l'autre, une deuxième hypothèse tentera d'établir une causalité entre une dotation identitaire plus ou moins forte et la capacité à résister à l'impact d'un événement déclencheur, ce que l'on appelle communément les coups durs. L'état de la transaction identitaire *hic et nunc* (l'identité assumée actuelle) est bien déterminant dans le développement du processus de décrochage social et dans la capacité de chacun à y résister.

Enfin, la troisième hypothèse suggère que les individus aux prises avec un déclassement social inducteur de dissonances graves dans le processus de construction identitaire mettent en place des stratégies, au sens où ce mot a été conceptualisé, de réduction de la souffrance psychologique. On peut la synthétiser de la manière suivante : La souffrance psychologique provoquée par le décalage récurrent existant entre l'identité pour soi (identité sociale réelle) et l'identité pour autrui (identité sociale virtuelle) conduit à l'adoption de stratégies plus ou moins inconscientes visant à rendre plus supportable le malaise ressenti. Le "*vide de sens*" est, quant à lui, symptomatique d'une stratégie de défense qui illustre le degré d'avancement du processus.

ET POUR LE MODELE : QUELLE ARCHITECTURE ?

Le modèle d'analyse qui se dégage de l'élaboration théorique qui précède doit appréhender trois dimensions exclusives les unes des autres mais complémentaires.

Il convient de s'intéresser d'abord au processus de désinsertion lui-même, ses étapes successives, son aspect dynamique à l'articulation d'éléments objectifs et d'éléments subjectifs. Le tableau 1 illustre un parcours de désinsertion qui met en relation des comportements sociaux et des attitudes psychologiques. On pourrait lire le "*vide de sens*" par rapport à l'une ou l'autre des étapes et des attitudes correspondantes qui décrivent la chronologie des enchaînements successifs (2ème étape: début d'intériorisation d'image négative de soi, 3ème étape: isolement, apprentissage de la vie avec une image dévalorisée). Le concept de parcours de désinsertion contenu dans la première hypothèse est une abstraction que l'on ne peut saisir qu'au travers de variables opérationnelles. Pour cette première étape de l'analyse, les trois phases psychologiques (résistance, adaptation et installation) que traversent les individus durant le processus de désinsertion seront donc considérées comme des variables déterminantes des comportements sociaux. Les seconds sont donc dépendants des premières.

A la suite de cette première lecture, biographique dans son approche, on tentera d'évaluer l'état *hic* et *nunc* de la transaction identitaire en tant qu'élément fondamentalement explicatif dans la capacité à résister au processus. Les variables-clés sont ici les deux processus à l'oeuvre dans la construction de l'identité sociale : le processus relationnel et le processus biographique. Le tableau 3 servira de modèle opératoire pour tenter d'établir un "*état des lieux*" de la transaction identitaire, et s'attachera à mettre en lumière des traces d'intériorisation d'une identité dévalorisée productrice de "*culbute*" sociale éventuelle par le biais de quatre indicateurs : actes d'attribution et identité virtuelle pour l'aspect relationnel, actes d'appartenance et identité réelle pour l'aspect biographique.

Enfin, la troisième phase de l'analyse s'appliquera à démontrer que l'identité assumée (Dubar, op.cit : 116) est déterminante dans l'élaboration de différentes stratégies de réduction de la souffrance provenant de la dissonance entre identité pour soi et identité pour autrui. Le concept de stratégies développées (tableau 2) fait,

nous l'avons vu, allusion à ce que les sujets mettent en oeuvre pour réduire la souffrance psychologique provoquée par le déclassement et l'intériorisation d'une image non-conforme aux standards de la réussite sociale. Là aussi, comme dans la première partie de l'analyse, l'accent est mis sur le double aspect psychologique et social. Trois variables sont proposées, trois stratégies qui permettent de mieux visualiser le degré atteint dans le processus. Toute une série d'indicateurs, tant psychologiques que comportementaux s'attache à chacune de ces variables.

IN SITU

Comme toute tentative de modélisation, celle-ci se doit être soumise à l'épreuve des faits. Jusqu'à présent, cette exigence épistémologique n'a été remplie qu'une seule fois, face à un (maigre) échantillon de huit stagiaires de la FUNOC, tous et toutes concernés à des degrés divers par la problématique qui a été décrite dans ces pages. Cette démarche empirique présente un certain nombre de conclusions sur la validité du modèle opératoire (Larsimont, 1998 : pp. 91-100). Certaines sont encourageantes, d'autres moins. Une nette réserve doit être faite sur les limites du modèle qui apparaissent clairement lorsque l'on tente de l'interpréter en se laissant enfermer dans des catégories de comportements trop étroites. Ainsi, par exemple, dans la première dimension (parcours de désinsertion) un comportement de résistance peut alterner avec un certain degré d'adaptation, voire même d'installation synonyme de dépression, de résignation et de passivité. L'interprétation doit en rester souple et la mécanicité de certains enchaînements relativisée à la lumière des spécificités individuelles. En tout état de cause, et quel que soit le destin réservé à ce qui se veut avant tout un outil de lecture visant à rendre intelligibles les parcours individuels, il est essentiel de se protéger d'emblée des interprétations livrées à l'arbitraire intellectuel d'une seule personne. L'interprétation des données laissant une large part à la subjectivité de l'utilisateur, le modèle d'analyse proposé serait certainement plus efficace et plus précis en tant qu'outil d'équipe où la somme des visions subjectives relativiserait les poids respectifs des appréciations individuelles rendant à l'ensemble un caractère plus objectif.

"La subjectivité n'est pas incompatible avec le progrès scientifique à condition que la démarche enclenchée subjectivement en fonction de l'objet de la recherche soit objectivée ultérieurement par la nécessaire confrontation de la construction conceptuelle et théorique avec les faits et par l'ajustement éventuel de celle-ci à la réalité qu'elle prétend expliquer." (De Coster 1987 p.230).

Il faut bien sûr se garder de la tentation de faire correspondre la réalité au modèle en "*rabotant*" quelque peu la première.

Plus encourageant, d'un point de vue global, le modèle théorique proposé révèle certaines corrélations (tous les gens dont l'identité assumée est négative ont développé des stratégies de défense ; à l'inverse, ceux dotés d'une identité plus positive résistent davantage). Ce qui apparaît également à l'analyse, c'est que l'attitude de "*vide de sens*" s'inscrit bien dans le versant psychologique d'une stratégie de réponse à la frustration et d'une stratégie presque exclusivement de défense révélatrice d'un degré relativement élevé d'intériorisation de l'image négative. Bien sûr, ces résultats sont à relativiser en raison de la modestie de l'échantillon. Ils permettent toutefois une lecture personnalisée des parcours individuels, évitent les amalgames simplistes et réducteurs, projettent un éclairage théorique et rendent à chaque cas une lecture compréhensive de la logique d'action qui lui est propre dans les sphères culturelles, économiques ou symboliques. Ils autorisent l'objectivation, la compréhension et, in fine, l'intervention sur le terrain. Des perspectives d'action naissent en effet dès l'instant où l'on s'appuie sur l'articulation entre une transaction identitaire jamais aboutie et en perpétuel devenir et une trajectoire accidentée, source de dévalorisation et de peu d'estime de soi.

PERSPECTIVES PRATIQUES

Savoir que les individus que caractérise une trajectoire marquée par une déficience identitaire et des ruptures diverses sont, plus que d'autres, susceptibles d'évoluer plus ou moins rapidement vers le décrochage est une chose. Repérer ces individus et mettre en place une structure permettant de prévenir ou de repérer un tel processus en est une autre. Une telle structure implique des outils d'analyse, des personnes capables de les utiliser, une logistique fournissant les moyens d'action et, bien sûr, des moyens financiers. Le repérage à lui seul ne suffit pas, il faudrait aussi mettre en place un système d'intervention *in situ* capable d'articuler les résultats d'une analyse "préventive" avec la pratique pédagogique et relationnelle. Ces nombreuses mais indispensables exigences alourdissent progressivement les perspectives d'intervention efficaces.

Beaucoup d'inconnues s'interposent souvent entre un projet et sa concrétisation. Une première proposition pratique concerne les outils à utiliser. Voici, en esquisse, quelques pistes proposées par Berger et Luckmann (1986) :

Dans le cas où l'identité assumée est déficitaire et source de souffrance psychologique, une transformation radicale de la réalité subjective construite durant la socialisation primaire peut se révéler une initiative salvatrice mais, dans ce cas "***il faut plusieurs chocs biographiques pour désintégrer la réalité massive intériorisée au cours de la prime enfance***" (ibid.195). Ces chocs biographiques accompagnant un double processus de "*changement de monde*" et de "*déstructuration/restructuration d'identité*" exigent pour réussir des conditions précises :

- En premier lieu, une prise de "*distance de rôle*" qui autorise la dissociation entre l'identité réelle et l'identité virtuelle.
- Ensuite, des moyens techniques permettant une forte identification au rôle visé, un fort engagement personnel (en gros la stimulation d'une motivation durable).
- En troisième lieu, un processus institutionnel d'initiation qui stimule une transformation réelle de la "*maison*" de l'individu et une implication réelle des socialisateurs dans le passage d'une "*maison*" à une autre.

- En quatre, l'action continue d'un "*appareil de conversation*" permettant de maintenir, modifier et reconstruire la réalité subjective incluant une contre-définition de la réalité (transformation du monde vécu par la modification du langage). Enfin, l'existence d'une structure de plausibilité, d'une institution médiatrice permettant la conservation d'une partie de l'identité ancienne au fur et à mesure de l'identification à l'autrui significatif nouveau, perçu comme légitime.

La rupture avec l'identité antérieure, c'est à dire la transformation de cette identité, doit être vécue comme une "***séparation cognitive entre ténèbres et lumières***" (Dubar : 101, 1991) et implique que ce travail biographique s'inscrive dans le cadre d'un appareil de conversation lui-même intégré dans une structure légitimante et plausible.

Dans une telle perspective, les rôles respectifs de l'institution (structure de plausibilité) et des formateurs (appareil de conversation, autrui significatif) sont fondamentaux, mais déconstruire une identité sans en maîtriser tous les ressorts s'apparente au jeu de l'apprenti-sorcier. Il convient donc d'être extrêmement prudent dans l'élaboration d'une éventuelle structure d'intervention et une large information théorique reste indispensable avant toute entreprise sur le terrain. L'accent doit être mis davantage sur les compétences et la disponibilité des opérateurs susceptibles de manier les outils et la complémentarité avec la structure pédagogique existante que sur le support logistique qui, en définitive, devrait se réduire à peu de choses compte tenu de l'enjeu (locaux, matériel informatique et de communication).

BIBLIOGRAPHIE

- BERGER P., *Comprendre la sociologie. Son rôle dans la société moderne*, 2ème éd.), Resma, Paris, 263 p.
- BERGIER B., *Compagnons d'Emmaüs*, Les Editions Ouvrières, Paris, 1992
- BERGER P. et LUCKMANN T., *La construction sociale de la réalité*, Méridiens-Klincksieck, Paris, 1986
- BLAMPAIN J., *Paroles de stagiaires*, doc.interne, FUNOC Charleroi, 1995, 66 p.
- BLAMPAIN J., *Les publics de la FUNOC et leurs rapports à la formation*, Contradictions, Bruxelles, 1997, 208 p.
- BOUDON R., *Au delà de la rationalité limitée ?*, in « Environnement et société », 1996, n°17, pp. 85-111.
- COSER L., *Les fonctions du conflit social*, PUF, Paris, 1982, 184 p.
- CROZIER M. et FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Le Seuil, Paris, 1977, 500 p.
- DE COSTER M., *Introduction à la sociologie*, De Boeck, Bruxelles, 1987, 272 p.
- DE GAULEJAC V. ,TABOADA LEONETTI I., *La lutte des places*, Desclée De Brouwer, Paris 1994, 286 p.
- DEMUNTER P., QUEVIT A., VERNIERS C., *L'université de la seconde chance, concepts et réalisation*, Fondation européenne de la culture, Bruxelles, 1977, 71 p.
- DE SAINT-EXUPERY A., *Le petit prince*, Gallimard, Paris, 1946, 93 p.
- DUBAR C., *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, A.Colin, Paris, 1991, 276 p.
- DUBET F., *La galère : jeunes en survie*, Fayard, Paris, 1987, 496 p.
- DURKHEIM E., *Les règles de la méthode sociologique*, 18ème éd., PUF, Paris, 1973, 149 p.
- DURKHEIM E., *De la division du travail social*, éd. Félix Alcan, Paris, 1932.
- FUSULIER B. et MAROY C., *Formation par le travail et dynamique identitaire*, in « Education permanente », n°128, 1996-3 pp.117-133.
- GOFFMAN E., *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres Reclus*, Eds. de Minuit, Paris, 447 p.
- GOFFMAN E., *Stigmates*, Eds. de Minuit, Paris, 1975.

LALIVE D'EPINAY C., *Individualisme et solidarité aujourd'hui*, in « Le lien social », tome 1, Actes du XIIIe colloque de l'AISLF, Genève, Université de Genève, 1989.

LARSIMONT W., *Le vide de sens en formation d'adultes : vers un diagnostic identitaire*, mémoire FOPES, Louvain-la-Neuve, 1998, 103 p.

MERTON R.K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, 2ème éd. Plon, Paris, 1965, 514 p.

PALUT L., *Les participants de la FUNOC et l'exclusion sociale*, rapport de recherche, doc.interne, FUNOC 1994

PAUGAM S., *La disqualification sociale : Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, Paris, 1991, 253 p.

TOURAINÉ A., *Production de la société*, Seuil, Paris, 1973.

WEBER M., *Economie et sociétés*, Plon, Paris, 1971, 650 p.

Les “Cahiers de la FOPES”

DEJA PARUS

SYNTHESES DE MEMOIRES

- * M. PERSOONE, **“L'ACV/CSC s'oppose à l'extrême-droite” : une exploration idéologique et un instrument pour la formation syndicale.** (Cahier FOPES n°1)
- * F. GONZALEZ, **Télécommunications : le service public au service du public ?** (Cahier FOPES n°2)
- * C. LOMMEL, **Quel contrat de gestion pour la mission d'intérêt public “épuration des eaux domestiques” ?** (Cahier Fopes n°3)
- * M. MIRKES, **L'éducation permanente au quotidien. Analyse des pratiques collectives.** (Cahier Fopes n°4)
- * A. DROUGUET, **Enseignement professionnel, “classe-atelier” et performances scolaires. Etude comparative de la réussite.** (Cahier FOPES n°5)
- * P. LEDENT, **Est-il possible de concilier impératif éducatif et impératif de rentabilité à l'Euro Space Center ?** (Cahier FOPES n°6)
- * P. VALEPIN, **Les contrats de sécurité, éléments d'une politique socio-préventive et sécuritaire porteuse d'une nouvelle forme d'action sociale ?** (Cahier FOPES n°7)
- * M. GAROT, **Les cartes de crédit. Le chemin de la liberté ?** (Cahier FOPES n°8)
- * M. HANCISSE et O. ROMAIN, **Analyse économique de projet : Essai de construction d'une entreprise agricole alternative.** (Cahier FOPES n°9)
- * F. GENDEBIEN, **Le partage égalitaire des tâches familiales : utopie ou réalité conditionnelle ?** (Cahier FOPES n°10)
- * E. DE GELAEN, C. HANOT, **L'école démocratique. Analyse des conditions de fonctionnement démocratique de l'organisation scolaire.** (Cahier FOPES n°11)
- * DEVOLDERE G., **« L'avantage concurrentiel de la région Mouscron-Comines-Estaimpuis ».** Etude de cas. (Cahier FOPES n°12)
- * NDUMBA M.-T., **Des femmes seules, chefs de ménage à Kikwit : « sujets et acteurs » de leur développement.** (Cahier Fopes Sud n°13)
- * LAURENT P., **Prévenir les rejets organisationnels d'une greffe informatique : solutions ?** (Cahier FOPES n°14)

RECHERCHES

* J. GOUVERNEUR, **Quelles politiques économiques contre la crise et le chômage ?** (Cahier Recherches n°1)

* F. DEGAVRE, **25 ans de formation "d'acteurs de changement" : un défi relevé ?** (Cahier Recherches n°2)

POUR COMMANDER

- Les « Cahiers » n^s 1 à 4 et 6 à 10, ainsi que le “Cahier Recherches” n^o1 peuvent être obtenus au prix de 130 F. l'exemplaire (frais de port inclus).
- Le « Cahier » n^o5 peut être obtenu au prix de 250 F (frais de port inclus).
- Les « Cahiers » n^s 11, 13 et 14 peuvent être obtenus au prix de 150 F (frais de port inclus).
- Le « Cahier » n^o12 peut être obtenu au prix de 200 F (frais de port inclus).
- Le « Cahier Recherches » n^o 2 peut être obtenu au prix de 360F. (frais de port inclus).

∞

Si vous désirez commander l'un ou l'autre de ces “Cahiers”, veuillez virer la somme correspondante sur le compte :

091-0114310-73 de UCL-FOPEMAP

Place de l'Université, 1

1348 LOUVAIN-la-NEUVE

avec mention “Cahier Fopes n°... ou Cahier FOPES -Recherche n°... ”.

Le “Cahier” vous sera envoyé dès réception du paiement